



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°165 3 JUILLET 2019

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

VERS UNE  
COOPERATION  
RENFORCEE  
ENTRE LA CHINE  
ET LES ETATS  
AFRICAINS

MADAGASCAR :  
ADOPTION DE LA  
LOI SUR LE  
RECOUVREMENT  
DES AVOIRS  
ILLICITES

OUGANDA : MONTANT  
DES DOTATIONS  
BUDGETAIRES  
DESORMAIS CORRELE  
AUX RESULTATS DES  
GOUVERNEMENTS  
LOCAUX

COTE D'IVOIRE :  
FINANCEMENT  
FRANÇAIS POUR LA  
DEPOLLUTION DES  
RIVES LAGUNAIRES

CAMEROUN :  
DEMARRAGE DES  
TRAVAUX DE  
CONSTRUCTION D'UNE  
MINI CENTRALE  
HYDROELECTRIQUE

KENYA : UNE  
CONSOLIDATION  
BANCAIRE  
IMPULSEE PAR  
L'ÉTAT

BENIN : PRET DE 40 M  
USD DE LA BANQUE  
ARABE DE  
DEVELOPPEMENT  
(BADEA) POUR  
L'ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR

RWANDA :  
APPROBATION  
D'UN NOUVEAU  
PROGRAMME  
FMI

TANZANIE :  
CREATION D'UNE  
NOUVELLE AGENCE  
PUBLIQUE POUR LA  
GESTION RURALE DE  
L'EAU



## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ CEMAC : La Banque centrale plafonne les retraits et paiements hors de la CEMAC

Le gouverneur de la BEAC a rendu public un texte précisant les modalités d'utilisation hors CEMAC des instruments de paiement électronique. Les retraits et paiements électroniques à l'extérieur de la CEMAC sont désormais restreints aux transactions courantes et dans la limite des seuils prévus par la nouvelle réglementation des changes de la sous-région, soit 5 M FCFA (environ 7 500 EUR). Cette décision devra contribuer à lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ De nouveaux engagements de la BOAD (207,6 M EUR) en faveur des économies de l'UEMOA

Le Conseil d'administration de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a approuvé 11 nouvelles opérations le 20 juin dernier, dont 7 prêts à moyen et long termes (175,3 M EUR), 2 lignes de refinancement (23 M EUR), un prêt à court terme (7,6 M EUR) et une prise de participation (1,8 M EUR) au capital social de MANSA BANK en Côte d'Ivoire. Ces opérations portent à 8,7 Mds EUR le cumul des engagements de la banque. Ces nouveaux engagements portent essentiellement sur le financement partiel de : (i) l'aménagement et bitumage du tronçon Katchamba-Sadori de la RN17 au Togo (30,5 M EUR) et (ii) la viabilisation du site et de construction de 1085 logements sociaux et économiques à Samanko au Mali (38 M EUR).

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Vers une coopération renforcée entre la Chine et les Etats africains

En marge du 14ème sommet du G20 à Osaka au Japon, le président chinois Xi Jinping a présenté une proposition en trois points sur la construction d'une communauté de destin plus étroite entre la Chine et les pays africains à l'occasion d'une réunion en présence de son homologue sud-africain Cyril Ramaphosa, ancien co-président du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA), du président égyptien Abdel-Fattah al-Sissi, dont le pays assume actuellement la présidence tournante de l'Union africaine (UA), et du président sénégalais Macky Sall, actuel co-président du FCSA. Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres y a également participé. Le président chinois a appelé les pays africains à devenir des pionniers du développement mutuellement bénéfique, afin de montrer la voie en matière d'ouverture et de coopération.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Cameroun : Le FMI reporte le décaissement de la 5e tranche de son programme en faveur du Cameroun

Le Conseil d'administration du FMI a fait l'annonce du report du 5e décaissement attendu par le Cameroun dans le cadre de son programme conclu avec l'institution financière internationale. Ce report serait relatif à des arriérés extérieurs accumulés auprès d'un membre du Club de Paris. L'examen de la 4<sup>ème</sup> revue du programme est reprogrammé à la fin du mois de juillet.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ RDC : mission article IV du FMI en RD Congo (22 mai au 4 juin)

Cette mission du FMI, la première depuis 2015, s'est déroulée dans de bonnes conditions. Le FMI confirme que la stabilité macroéconomique a continué de se consolider en 2018, mais que des vulnérabilités structurelles demeurent : faiblesse des réserves de changes, équilibre budgétaire qui résulte d'une gestion de la dépense au « tiroir-caisse », étroitement corrélées aux recettes fiscales, elles même très insuffisantes (7% du PIB, contre 19% en moyenne pour l'Afrique sub-Saharienne). Les discussions ont porté sur les politiques qui permettraient de diversifier l'économie et de s'attaquer aux niveaux élevés de pauvreté et de chômage.

✉ [dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr](mailto:dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ RDC : Vers une adhésion à la CAE ?

Dans une lettre du 8 juin 2019, adressée au Président en exercice de la CAE -le Président du Rwanda- le Président de la RD Congo, Felix Tshisekedi, a exprimé l'intérêt de la RD Congo et a formellement exprimé la volonté de la candidature à une adhésion de son pays à la Communauté des Etats d'Afrique de l'est.

✉ [dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr](mailto:dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tchad : reprise du commerce transfrontalier entre le Tchad et la RCA

Après plusieurs années de fermeture de la frontière, le commerce officiel a pu reprendre entre les deux pays. Les autorités tchadiennes ont en effet décidé de rouvrir la frontière, suite au travail de sécurisation effectué de la part de la Minusma.

✉ [couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

**▼ Bénin : adoption de la 4ème revue du programme FMI**

Le Conseil d'administration du FMI a adopté le 21 juin 2019 la 4<sup>ème</sup> revue du programme FEC 2017-2019 (Facilité Élargie de Crédit) et marqué ainsi son accord pour le décaissement d'un montant de 22,1 M USD en faveur du pays. Le FMI a également autorisé, à la demande du Bénin, la modification de 3 critères quantitatifs de performance : (i) solde budgétaire primaire, (ii) plafond de financement intérieur net, (iii) plafond de nouvelle dette externe contractée ou garantie par l'Etat. Selon le Fonds, les performances macroéconomiques et budgétaires du pays continuent d'être soutenues. Tous les critères quantitatifs et repères structurels ont été respectés à fin 2018, si bien que le FMI se montre confiant pour la bonne poursuite du programme.

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Mali : accord préalable pour la mise en place d'un nouveau programme triennal avec le FMI**

L'Etat malien et les services du FMI sont parvenus à un accord provisoire portant sur la mise en place d'un nouveau programme triennal d'un montant d'environ 200 M USD et soutenu par une Facilité élargie de crédit. Le nouveau programme sera cohérent avec la stratégie de développement du Mali (Cadre stratégique pour la relance économique et le développement 2019-23). Le Mali s'engagera à (i) mobiliser davantage de recettes fiscales, (ii) assurer une plus grande maîtrise des dépenses publiques, (iii) améliorer la gestion des finances publiques et (iv) renforcer la bonne gouvernance. Des réformes sont prévues pour un retour à l'équilibre financier de la société publique d'électricité (Energie du Mali).

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Ghana : hausse de la croissance au 1er trimestre 2019 à 6,7%**

Le *Ghana statistical service* a annoncé une croissance de 6,7% pour le Q1 2019 contre 5,5% l'année précédente à la même époque. La plus forte hausse est celle du secteur industriel avec +8,4%. L'indice des prix à la production a augmenté de 6,7% en mai 2019, une désinflation de 0,4 point par rapport au mois précédent. Pour rappel, selon la définition de l'OCDE, l'indice des prix à la production mesure les variations des prix « départ usine » des produits, excluant toutes les taxes, marges de transport et marges commerciales que l'acheteur peut avoir à payer. L'inflation ralentit actuellement au Ghana, elle atteignait 9% sur une année glissante en janvier 2019, dans la cible d'inflation de la Banque centrale du Ghana (8%  $\pm$ 2%).

✉ [adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr](mailto:adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : le Gouverneur de la CBN définit sa feuille de route

Le Gouverneur de la Banque centrale nigériane, Godwin Emefiele, a fixé 5 priorités pour son nouveau mandat, renouvelé récemment : (i) préserver la stabilité macroéconomique et financière ; (ii) encourager le développement d'un système de paiement solide en faveur de l'inclusion financière ; (iii) prolonger l'initiative *Deposit Money Banks* de crédits à taux réduits pour les petits exploitants agricoles, les MPME et les consommateurs ; (iv) augmenter les réserves de changes ; (v) soutenir la diversification de l'économie par un soutien aux secteurs agricole et manufacturier. Il a également averti que la recapitalisation des établissements bancaires allait se poursuivre et que les prérequis en matière de fonds propres et de liquidité seraient durcis.

✉ [william.levasseur@dgtresor.gouv.fr](mailto:william.levasseur@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : le Comité consultatif sur la ZLECAf a émis un avis favorable à la signature du traité par le pays

Le Président Muhammadu Buhari s'est vu remettre le rapport du Comité présidentiel en charge d'évaluer la pertinence de l'adhésion du Nigéria à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Ce comité a émis un avis favorable. Suite à cela, le Président Buhari a indiqué que cet accord aurait des effets autant positifs que négatifs et qu'en tant que première puissance économique et pays le plus peuplé d'Afrique, le Nigéria ne prendrait pas cette décision dans la précipitation. Il a également souligné qu'au-delà d'une politique commerciale, le continent africain avait besoin d'une politique industrielle.

✉ [william.levasseur@dgtresor.gouv.fr](mailto:william.levasseur@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : Une consolidation bancaire impulsée par l'Etat

Face à une contestation grandissante des parlementaires, le CS Rotich a défendu la nécessité d'une acquisition de la *National Bank of Kenya* (NBK) par la *Kenya Commercial Bank* (KCB) et ce afin de prévenir la faillite de la NBK. Certains parlementaires soulignent que la procédure relative aux privatisations des entreprises publiques, dont NBK, détenue à 70 % par l'Etat, n'a pas été respectée. NBK est la 16ème banque kényane en termes d'actifs : son portefeuille d'actifs représente 2,7 % des actifs totaux du secteur bancaire. Alors que la *Central Bank of Kenya* exige un ratio réglementaire de fonds propres à 8 % des risques pondérés pris par la banque, celui de la NBK s'établissait à 2,2 % en mars 2019 (contre 3,2 % un an plus tôt). De surcroît, le taux brut de prêt non-performants aurait atteint 54 %, un niveau insoutenable illustrant bien la qualité médiocre du portefeuille de la banque.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : Montant des dotations budgétaires désormais corrélé aux résultats des gouvernements locaux

Le Bureau du Premier Ministre ougandais a annoncé que les dotations budgétaires en faveur des gouvernements locaux seraient désormais fonction de leurs résultats, ces derniers étant mesurés, chaque année, selon une grille d'analyse multicritère (gestion des ressources budgétaires, évaluation transversale et sectorielle des processus et systèmes fonctionnels, performance des services délivrés, suivi des recommandations émises lors des audits, ...). La mesure des performances est réalisée par 4 sociétés mandatées par le bureau du Premier Ministre sur financements de la Banque mondiale. La banque y voit un moyen d'accroître l'efficacité des actions des autorités locales, à l'instar des expériences précédentes conduites dans d'autres pays d'Afrique (notamment dans le secteur santé au Bénin). Les enveloppes budgétaires allouées aux gouvernements locaux pour l'exercice 2019/20 évolueront donc en fonction des résultats mesurés sur l'exercice 2018/19.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Rwanda : Approbation d'un nouveau programme FMI

A l'occasion du déplacement d'une mission du FMI au Rwanda dans le cadre de la consultation au titre de l'Article IV du FMI, les autorités ont sollicité un nouveau programme intitulé *Policy Coordination Instrument* (PCI) d'une durée de trois ans. Ce PCI, s'appuie sur deux objectifs : (i) le maintien du plafond d'endettement public à 50 % du PIB en valeur actualisée conformément à la charte de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est et (ii) le relèvement de la cible de déficit budgétaire de 3,0 % à 5,5 % du PIB sur une période de 5 ans renouvelable. De plus, les autorités visent un accroissement annuel des recettes publiques de 0,2 point de PIB à compter de 2020 contre une augmentation de 0,1 point de PIB entre 2017 et 2019 ; via notamment un renforcement des capacités institutionnelles et des mesures d'élargissement de la base fiscale. Enfin, le PCI a vocation à appuyer le renforcement de la politique monétaire fondée sur le taux d'intérêt directeur mise en place depuis le 1er janvier 2019, ciblant une inflation de 5 % à +/- 3 %.

✉ [philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr](mailto:philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr)

### ▼ Tanzanie : Mise en œuvre officielle du nouveau plan directeur (Blueprint) sur le secteur privé

Le Premier ministre Kassim Majaliwa a annoncé que la mise en œuvre officielle du plan directeur d'amélioration de l'environnement des affaires débuterait le 1<sup>er</sup> juillet 2019. Selon lui, la mise en œuvre du plan va dans le sens et l'intention du gouvernement d'améliorer l'environnement des affaires du pays, en ligne avec les objectifs de la loi de finance 2019 qui a mené à la suppression de 54 taxes. Ce plan, préparé sur la base de consultations avec les représentants du secteur privé et de la Banque Mondiale, doit conduire à une série d'amendements sur la TVA, l'immigration, la sécurité sociale, des procédures douanières et de la création d'entreprise.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ RDC : Vodacom obtient la prolongation de sa licence 2G

Une semaine après la publication d'un arrêté retirant à Vodacom ses fréquences 2G, la filiale congolaise de l'opérateur britannique annonçait être parvenue à un accord avec le Ministère des télécommunications. Ce dernier, qui estimait à 65 M USD « un manque à gagner » à l'occasion de la procédure de renouvellement de sa licence, avait fait savoir qu'il retirerait ses autorisations de fréquences GSM à l'opérateur suite à des « irrégularités » lors du renouvellement de la licence.

✉ [dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr](mailto:dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : trois nigérianes dans le Top 100 du classement des plus grosses entreprises installées en Afrique

Vingt-huit entreprises et filiales présentes au Nigéria sont recensées dans le classement annuel Jeune Afrique des 500 plus grosses entités installées en Afrique. Neuf font partie du secteur de l'agroalimentaire, huit du secteur pétrolier, trois de la construction et le reste de secteurs divers (assurance, distribution etc.). On retrouve seulement trois entreprises installées au Nigéria dans le Top 100 : MTN Nigeria (48<sup>ème</sup> avec 2,91 Mds USD de C.A. en 2017), Dangote Cement (67<sup>ème</sup> avec 2,22 Mds USD de C.A.) et Flour Mills of Nigeria (92<sup>ème</sup> avec 1,49 Md USD de C.A.). En comparaison, l'Afrique du Sud compte 69 entreprises dans le Top 100, dont 8 dans les dix premières.

✉ [william.levasseur@dgtresor.gouv.fr](mailto:william.levasseur@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie : Autorisation d'emprunter sans garantie souveraine pour Ethio Telecom

Après avoir remboursé 300 MUSD d'arriérés auprès de ses créanciers chinois, l'opérateur public Ethio Telecom est à nouveau autorisé – au même titre qu'Ethiopian Airlines – à emprunter sans garantie souveraine auprès de la Chine. Ces trois dernières années, l'opérateur avait été incapable d'honorer le service de sa dette au titre des prêts sur le réseau de nouvelle génération (1,4 Md USD ; signé en 2001) et sur le développement des infrastructures mobiles et de la 4G (1,5 Md USD ; 2013). L'encours de la dette d'Ethio Telecom envers la Chine se porte désormais à 2,3 Mds USD (soit 8,6 % de la dette publique extérieure éthiopienne)

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Madagascar : Adoption de la loi sur le recouvrement des avoirs illicites**

Le Conseil des Ministres a adopté le 28 juin le projet de loi sur le recouvrement des avoirs illicites par voie d'ordonnance. A travers une agence de recouvrement, il met en place un mécanisme relatif à la saisie, gel, confiscation, gestion et répartition des avoirs liés à des activités illicites de façon à en priver les auteurs de leur utilisation ou bénéfice. Si le bien confisqué temporairement a été acquis de manière illégale, il devient propriété de l'Etat. Si la disposition relative à la confiscation avant jugement et la présomption d'illicéité des biens ont été maintenues, le texte a été remanié – passant de 70 à 35 articles. Les aspects techniques liés à cet allègement figureront dans les décrets d'application.

✉ [eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : Amendement de la loi des statistiques de 2018**

Le Parlement tanzanien a approuvé les amendements de la loi de 2018 sur les statistiques. Désormais, la publication de statistiques non validées par le Bureau National des Statistiques (NBS) ne sera plus considérée comme une infraction pénale. La loi sur la statistique de 2018 stipulait que l'invalidation, la déformation ou le discrédit de données officielles produites par le NBS était un crime et passible d'une amende de 6 000 USD assortie d'une peine de prison de trois ans.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)



## PROJETS ET FINANCEMENT

---

### ▼ RDC : la BAfD s'engage pour les études de faisabilité du barrage d'Inga 3

Le président de la BAfD a, lors de son déplacement en RDC, annoncé qu'une enveloppe de 73 M USD serait consacrée à l'étude de faisabilité du projet de barrage d'Inga III (11GW). Le CA de la BAfD a, par ailleurs, décidé de réhabiliter un tronçon de la RN1, allant de Kinshasa à Ndjili et Batshamba (70 M USD).

✉ [dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr](mailto:dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ RDC : musée national de la RDC - financement de la coopération coréenne

Après 33 mois des travaux, la RD Congo vient de prendre livraison du nouveau musée national financé par la Corée du Sud. Son inauguration officielle est prévue en novembre. Le coût global des travaux financés par l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA), est estimé à 21 M USD. Ce projet est plus grand projet financé par la KOICA en Afrique centrale.

✉ [dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr](mailto:dominique.pantz@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tchad : un accord de financement de 216 M USD signé entre le Tchad, Huawei et la Chine

Une convention a été signée pour près de 216 millions USD, sous forme d'un prêt concessionnel rendu possible par un apport de 20 M USD de la Chine. Ce financement vise à mettre à niveau les infrastructures de la SOTEL Tchad vers la 4G, à mettre en place un Centre national de données numérique, et à installer un réseau de câbles à fibre optique.

✉ [couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

### ▼ Bénin : prêt de 40 M USD de la banque arabe de développement (BADEA) pour l'enseignement supérieur

La BADEA est en passe d'octroyer un prêt de 40 M USD au Bénin dans le cadre du financement du projet d'appui à l'Université nationale d'agriculture et à l'Université nationale des Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques. L'accord de prêt a été transmis à l'Assemblée nationale le 19 juin pour ratification. La mise en œuvre du projet suit plusieurs objectifs : (i) augmenter la capacité d'accueil des étudiants au niveau des deux universités, (ii) rehausser la qualité de l'enseignement en vue de faciliter l'accès à l'emploi des futurs diplômés, (iii) promouvoir la recherche scientifique en ingénierie et agronomie et (iv) favoriser la bonne gestion des deux établissements.

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Burkina Faso : la France et la Suisse accordent 47,3 M EUR au profit de 3 secteurs**

Le ministère de l'Economie et des Finances vient de signer 2 conventions de financement. La 1<sup>ère</sup> est un accord de prêt et de don de l'AFD (36,6 M EUR) destiné à la mise en œuvre du Programme d'investissements et de renforcement des capacités de l'Office national de l'eau. Ce projet concerne la réalisation d'une station de traitement à partir du barrage de Guitti et d'une conduite d'eau jusqu'à la ville de Ouahigouya sur une distance de 55 km. Et permettra d'alimenter la zone de Sarfalao depuis la commune de Bolomakoté (Bobo-Dioulasso). La 2<sup>ème</sup>, octroyée par la Coopération Suisse (10,5 MEUR), financera des projets dans les secteurs de l'agriculture et de la culture au cours des 4 prochaines années.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Burkina Faso : la coopération avec la Belgique reprend des couleurs**

Après une rupture entre 2004 et 2016, la coopération reprend à travers le lancement officiel, le 28 juin 2019, du programme de coopération 2019-2023 entre les 2 pays. Ce nouveau programme d'environ 45,7 M EUR est piloté dans sa mise en œuvre par l'Agence belge de développement qui va axer son intervention sur 4 domaines de développement économique et social dans la région du Centre-Est : la compétitivité des entreprises rurales et urbaines, le renforcement de la sécurité de la région à travers l'opérationnalisation d'une police de proximité, la promotion des droits sexuels et reproductifs des femmes et des jeunes filles, et le renforcement des capacités des acteurs de la région à travers des formations et des études.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cap-Vert : le Forum d'investissement du Cap-Vert devrait mobiliser 861 M EUR**

Selon le gouvernement capverdien, 22 projets d'investissement entièrement privés seront présentés lors du Forum d'investissement qui se tiendra sur l'île de Sal du 1<sup>er</sup> au 3 juillet 2019. L'ensemble de ces projets, dont le plus petit d'un montant de 2,5 M EUR et le plus grand de 265 M EUR, représente une valeur de 861 M EUR, et le besoin de financement s'élève à 547 M EUR. Le ministre des Finances a indiqué que l'Etat ne financera aucun projet. Parmi ces 22 projets, 17 concernent le domaine du tourisme, 3 celui de l'industrie, 1 l'énergie et 1 les télécommunications.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : financement français pour la dépollution des rives lagunaires

Au cours d'un atelier de 3 jours, le ministre de l'Environnement et du Développement durable ainsi que la ministre de l'Assainissement et de la Salubrité ont signé une déclaration d'intention sur la dépollution des lagunes avec l'entreprise française SCE, en présence de l'Ambassadeur de France en Côte d'Ivoire. Une étude de faisabilité sera donc menée par SCE sur la collecte des macro-déchets sur les rives et dans les lagunes abidjanaises, financée à hauteur de 800 K EUR par le Trésor français. L'atelier s'est conclu sur une visite des sites critiques. L'objectif de cette étude est d'amorcer un travail ambitieux en coopération avec les deux ministères sur une dépollution efficace des baies lagunaires.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : réhabilitation du boulevard de Marseille

Le ministre de l'Équipement, et de l'Entretien routier a annoncé la bonne exécution des travaux sur le boulevard de Marseille. Le projet d'environ 13 km est à 16% de réalisation. Le groupement Lra, Sogea-Satom devrait donc achever les travaux en 2019. A terme cela permettra de fluidifier la circulation sur le Boulevard VGE et dans les communes de Marcory et Treichville. Ce projet très attendu, avait été lancé en octobre 2017 par le Premier ministre mais a pris une année de retard en raison des réseaux d'eau et de télécommunications devant être déplacés.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : financement des jeunes entrepreneurs

La Banque nationale d'investissement (Bni) et l'Union nationale des coopératives d'épargne et de crédit de Côte d'Ivoire (Unacoopec-CI) ont signé une convention de partenariat pour le financement des micros et petites entreprises. Cela devrait permettre la mise en place d'un financement de 520 M FCFA (800 K EUR) à destination de 400 jeunes entrepreneurs sur une durée de trois ans. Cet accord s'inscrit dans le Programme social du gouvernement 2019-2020 notamment sur la question de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Gambie : accord de financement de 92,5 M USD de l'Arabie Saoudite

L'Etat gambien et le Fonds saoudien pour le développement ont signé un accord d'un montant de 92,5 M USD destiné au financement de plusieurs projets d'infrastructure et d'énergie, dans l'optique de l'organisation du sommet de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) en Gambie en 2022. Parmi ces projets, figurent la construction d'un réseau routier de 50 km, l'amélioration du réseau de transmission et de distribution d'électricité, de la production, du traitement et de la distribution d'eau et la construction d'un nouveau salon VVIP à l'aéroport international de Banjul. Ces financements devraient prendre la forme de deux prêts et deux subventions.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : signature d'un accord de financement entre la Guinée et la Ligue Arabe

Cet accord, qui porte sur un montant de 75 M USD, a été signé à la faveur de la visite de travail effectué le 26 juin dernier en Guinée, par le Directeur exécutif du Secrétariat général du cabinet du ministre de l'Intérieur des Emirats Arabes-Unis. Ce financement est destiné au projet de digitalisation de l'Agence nationale d'inclusion économique et sociale (ANIES) et à la Mission d'appui à la mobilisation des ressources internes (MAMRI).

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mali : pose de la première pierre de l'Ecole africaine des mines du Mali (EAMM)

Le Premier ministre, par ailleurs ministre de l'Economie et des Finances, a présidé, le 24 juin 2019 à Bamako, la cérémonie de pose de la première pierre de l'EAMM. D'une superficie de 20 ha, la capacité d'accueil de cet établissement sera de 300 étudiants. Il est financé à hauteur de 15,4 Mds FCFA (soient 23,4 M EUR) par l'Etat du Mali, des partenaires techniques et financiers, mais également les compagnies minières opérant au Mali. Selon le Premier ministre, cette Ecole devrait permettre de combler le déficit en compétences du secteur minier. La durée des travaux est estimée à 4 ans (2019-2022) et la rentrée universitaire de l'EAMM prévue pour 2022-2023.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sénégal : la Chine accorde un don de 25 Mds FCFA

Le 23 juin 2019, à Beijing, Amadou Hott, ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération et le Vice-président chinois de l'Agence nationale de la coopération internationale pour le développement, ont procédé à la signature d'une aide d'un montant de 300 M de yuan, soit environ 25 Mds FCFA (38 M EUR) de la Chine, envers le Sénégal. Cette enveloppe est destinée à la réalisation de projets qui seront convenus entre les deux pays. Les ministres des Affaires étrangères des deux pays ont ensuite procédé à la signature d'un échange de lettres permettant à la Chine d'offrir au Sénégal une assistance technique pour la réhabilitation de huit stades.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : achèvement de la première phase de l'agrandissement du port de Tema

La première phase de l'agrandissement du port de Tema, à proximité d'Accra, ouvrira le 28 juin. Le projet est mené par *Meridian Port Service*, une joint-venture entre Bolloré Transport & Logistique, le danois APMT et la *Ghana Ports and Harbours Authority* (GHPA). Le projet d'un montant de 1,5 Md USD représente le plus gros investissement français jamais réalisé au Ghana. Il permettra l'agrandissement du port et un tirant d'eau plus important de 16 mètres contre 11 mètres actuellement. La capacité du port passera de 1 200 000 équivalent vingt pieds (EVP) à 2 000 000 EVP. Le port de Tema est le premier port du Ghana, il représente 70% du commerce international maritime du pays.

✉ [adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr](mailto:adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Libéria : discussion avec le FMI sur un possible soutien financier dans le cadre d'une Facilité élargie de crédit**

La chute des cours des matières premières et l'épidémie d'Ebola en 2014 ont entraîné une chute de la croissance économique ainsi qu'une dépréciation du taux de change, qui a alimenté l'accélération de l'inflation, aujourd'hui à 23%. Les discussions entre le FMI et les autorités libériennes ont porté sur le besoin d'accroître les ressources collectées par l'Etat et de réduire la masse salariale du secteur public (65% des dépenses de l'Etat). Le rôle de la Banque centrale dans le retour des équilibres extérieurs à travers les instruments de politiques monétaires récemment introduits (émission d'obligations Banque centrale, facilité de dépôts permanents) a également été souligné.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Nigéria : l'ONU-Environnement annonce un projet de 15 M USD dans le traitement des déchets électroniques**

Le gouvernement nigérian, le Fonds pour l'environnement mondial et l'ONU-Environnement ont annoncé une initiative de 15 M USD visant à promouvoir l'économie circulaire pour le traitement des déchets électroniques. Dirigée par l'Agence nationale d'application des normes et règlements environnementaux (NESREA), elle appuiera la mise en œuvre de la législation sur la responsabilité élargie des producteurs afin de permettre la création d'un système de recyclage des composants des produits électroniques soutenable pour l'environnement et les travailleurs du secteur. Selon l'ONU-Environnement, près de 100 000 personnes travaillent dans le secteur informel des déchets électroniques.

✉ [barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr](mailto:barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : Création d'une nouvelle agence publique pour la gestion rurale de l'eau**

La *Rural Water Supply and Sanitation Agency* (RUWASA), agence publique nouvellement créée, sera en charge du développement et de la gestion durable des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement, ainsi que de la fourniture de services d'approvisionnement en eau dans les zones rurales. L'agence a été créée en vertu de la nouvelle loi n° 5 de 2019 sur l'alimentation en eau et l'assainissement, qui est entrée en vigueur le 1er juillet 2019.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Cameroun : La Sodecoton augmente ses capacités de production d'huile grâce à un prêt de 2,5 Mds FCFA d'Afriland First Bank

Grâce à un emprunt de 2,5 Mds FCFA réalisé auprès de la banque camerounaise Afriland First Bank, la Sodecoton entreprise agro-industrielle, va investir dans son huilerie de Maroua. Cette opération doit lui permettre de porter ses capacités de trituration de 70 000t à 110 000t. Pour rappel la Sodecoton est détenue à 59% par l'Etat du Cameroun, 30% par Geocoton (30%) et 11% par la Société Mobilière des investissements du Cameroun.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Madagascar : le pipeline d'eau potable du Grand Sud opérationnel

Le 29 juin, le Président Rajoelina a inauguré le projet de renforcement et d'extension du pipeline d'eau reliant les communes d'Ampotaka, Tsihombe et Faux Cap. Débuté en 2017, ce projet d'extension de 50 km du pipeline initial est financé à hauteur de 4,6 MUSD par l'Unicef, l'agence américaine de développement (USAID), le département britannique de développement (UKAid-DFID), les gouvernements japonais et allemand. Long de 176 km, il permettra l'accès à l'eau potable de la région Androy (Sud) dans les districts de Beloha et Tsihombe à travers le captage de l'eau de la rivière Menarandra. Il passera notamment par les communes de Nikoly, Marovato, Tranovaho, Marolinta et Beloha et bénéficiera directement à 30 000 habitants.

✉ [eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Cameroun : Démarrage des travaux de construction d'une mini centrale hydroélectrique dans la région de l'Adamaoua

La société IED Invest Cameroun, producteur privé spécialisé dans les énergies renouvelables et l'électrification en zone rurale dans les pays en développement, a lancé le 20 juin 2019 les travaux de construction de la centrale hydroélectrique de Mbakaou dans la région de l'Adamaoua. Cette infrastructure, posée sur le fleuve Djerem, d'une capacité de 1,4 MW extensible à 2,8MW, va permettre de connecter au réseau électrique près de 3000 ménages dans l'arrondissement de Tibati dès 2020. Le projet est évalué à 4,5 Mds FCFA. L'électricité produite sera par la suite revendue au concessionnaire public ENEO avec qui le producteur a signé un contrat depuis décembre 2016.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée Equatoriale : Les entreprises énergétiques chinoises se pressent pour acquérir des actifs miniers, pétroliers et gazier

La Chambre africaine de l'énergie a organisé les 2 et 3 juillet un forum d'investissement, présidé par le ministre des Mines et des Hydrocarbures de Guinée équatoriale. Les plus grands noms de l'industrie énergétique chinoise y ont participé, notamment des sociétés telles que PowerChina Group, Sinochem, ENN Group, CCCC, CMEC, China Minmetals Corp, China Gas, Beijing Gas, Jincheng Anthracite Mining Group, PetroChina, Sinoenergy, CNOOC.

✉ [arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr](mailto:arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : baisse de la production de gaz naturel en Côte d'Ivoire

Au terme du premier trimestre 2019, la production de gaz naturel dans le pays s'est portée à plus de 18 mille MMBTU (Million de British Thermal Unit). Cela représente une baisse de 9,09% par rapport au premier trimestre de 2018, mais c'est un résultat légèrement supérieur aux prévisions pour 2019. La valorisation de cette production sur le premier trimestre est estimée à 56,5 Mds FCFA (86 M EUR), dont 16 Mds (24,5 M EUR) représentant la part de l'Etat Ivoirien.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : hausse de la production d'électricité en Côte d'Ivoire

La production d'électricité en Côte d'Ivoire a atteint 2737 GWh au premier trimestre, dont 68% pour le thermique et 32% pour l'hydraulique. Cela représente une hausse de 3,21% par rapport à la production enregistrée fin mars 2018. Le secteur de l'électricité a dégagé un excédent de 5,5 Mds FCFA (8,4 M EUR) sur le premier trimestre de 2019.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Togo : pose de la 1<sup>ère</sup> pierre de la centrale thermique de 65 MW développée par Eranove

Le Premier ministre togolais et les responsables d'Eranove (détenteur de 75% du capital de Kékéli Efficient Power) viennent de procéder à la pose de la 1<sup>ère</sup> pierre de la future centrale à gaz à cycle combiné de 65 MW (Lomé). Il s'agit du second PPP du pays avec un producteur indépendant d'électricité, après celui de la centrale thermique de 100 MW exploitée par l'américain Contour global. Le PPP de type BOOT (Build, Own, Operate, Transfer) porte sur une concession de 25 ans et requiert un investissement privé de l'ordre de 106,7 M EUR. Le contrat EPC (Engineering, Procurement, Construction) a été octroyé au groupe espagnol TSK qui s'appuiera sur la technologie Siemens pour l'installation des turbines.

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : augmentation des prix de l'électricité et de l'eau au mois de juillet 2019

La *Public Utility Regulatory Commission* du Ghana a annoncé une augmentation des tarifs de l'électricité de 11,17% suite aux propositions des principales sociétés du secteur *Volta River Authority*, *GridCo* et *Electricity Company of Ghana*. Les tarifs de l'eau augmenteront eux de 8,01%. Cette augmentation sera effective à partir du mois de juillet 2019 alors que de nombreuses compagnies du secteur de l'électricité ont essuyé des pertes sur l'année 2018 et sont maintenant très lourdement endettées. Les tarifs de l'électricité au Ghana sont réputés pour être les plus élevés de la sous-région à 0,14 USD/kW alors que la moyenne dans la zone CEDEAO est de 0,10 USD/kW.

✉ [adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr](mailto:adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : Annulation de l'autorisation environnementale de la centrale à charbon de Lamu

L'association *Save Lamu*, représentée par l'entreprise à but non-lucratif *Katiba Institute* a remporté son procès contre la *National Environment Management Authority* (NEMA) et le développeur du projet de centrale à charbon de Lamu, *Amu Power*, devant le Tribunal national pour l'environnement. Ce dernier a en effet annulé la licence d'opération délivrée par NEMA pour le projet de 1050 MW. L'absence de participation publique lors de l'étude d'impact environnemental et social conduite par NEMA, pourtant requise dans la procédure, aurait justifié cette annulation. Il s'agit d'une première victoire pour les citoyens et associations opposés depuis plusieurs années au projet. La rationalité économique, environnementale et climatique du projet est par ailleurs mise en cause par de nombreuses études internationales. L'*Institute for Energy Economics and Financial Analysis*, basé aux Etats-Unis, a notamment démontré dans un rapport paru ce mois-ci, que l'électricité produite par la centrale pourrait être dix fois plus chère qu'annoncée, à 75 cUSD/kWh en moyenne. Le projet n'est néanmoins pas fondamentalement remis en cause, puisque le développeur peut demander une autre autorisation en soumettant une nouvelle étude d'impact.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)



## ▼ Services

### ▼ Congo-Brazzaville : L'OACI salue les efforts du Congo

Une mission de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a séjourné au Congo-Brazzaville du 18 au 26 juin, pour réaliser un audit de l'Agence nationale de l'aviation civile (Anac). La mission, qui a analysé la législation, les licences du personnel, la navigabilité, l'exploitation, le service de la navigation aérienne et l'aérodrome, a validé les processus de certification des compagnies aériennes qui opèrent au Congo-Brazzaville et n'a identifié aucune préoccupation significative de sécurité. Le rapport relève également que le pays a atteint les objectifs de sécurité de l'aviation, avec un taux de mise en œuvre de 65,83%, au-dessus du seuil de 60% exigé par l'OACI.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tchad : Maroc Telecom finalise l'acquisition totale de Tigo Tchad

Maroc Telecom a finalisé l'acquisition de l'un des deux principaux opérateurs du Tchad, confirmant une opération préparée depuis de nombreux mois. Tigo appartenait au groupe luxembourgeois Milicom International Cellular (MIC).

✉ [couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

### ▼ Burkina Faso : un groupe américain se positionne dans le transport aérien

Afin de développer l'industrie aéronautique du pays, un mémorandum d'entente a été signé le 5 juin dernier entre Air Burkina et le groupe African Global Development (investisseur privé américain). Ce dernier envisage de doter le pays d'une université aérospatiale et de contribuer au renforcement de la flotte d'Air Burkina. L'université délivrerait des accréditations de diplômes pour le service, la maintenance, la réparation de moteurs, le personnel au sol et celui de service ainsi que le contrôle de la circulation aérienne. Ce mémorandum est la 1<sup>ère</sup> étape du processus, autorisant le partenaire à entreprendre des démarches permettant d'évaluer ses actions avant la signature d'une éventuelle convention de partenariat.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : la Société Générale ouvre une agence de banque privée en Côte d'Ivoire

Le groupe bancaire Société Générale (Socgen) a ouvert une agence de sa banque privée à Abidjan. Face à la concurrence de la Banque d'Abidjan et de Standard Chartered, le cœur de cible porte sur les 2 500 millionnaires du pays disposants d'avoir et actifs de plus de 300 M FCFA (457 K EUR). Cette nouvelle entité n'est pas une filiale mais a été créée en partenariat avec la banque privée de la Socgen à Paris. Des partenariats avec des groupes d'assurance comme Saham et Allianz sont également prévus.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Guinée : des centrales solaires photovoltaïques pour fournir l'électricité à l'intérieur du pays**

En partenariat avec l'ONG française « Energie pour le Monde », le gouvernement guinéen installe trois mini-centrales solaires photovoltaïques (75 KWc) et trois mini-réseaux de distribution d'électricité (12 km de long) dans les localités de N'Guera, Bourodji, Kouramangui et Kouramangui Missidé dans la région de Labé. Ce projet, d'un montant de 1, 7 M EUR, est cofinancé par le Fonds français pour l'environnement mondial (FFFEM), l'Agence de l'environnement de la maîtrise de l'énergie (ADEME), la Facilité d'énergie renouvelable de la CEDEAO (EREF), le Conseil Régional de l'île de France et la Fondation Energie pour le monde (FONDEM). L'Etat guinéen apportera également une part du financement.

✉ [lognara.traore@gdtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@gdtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Niger : en difficultés financières au Niger, Unilever licencie 73% de son personnel

Confrontée à des difficultés financières, le groupe international Unilever va licencier 73% de son personnel, soit 19 agents sur les 26 qu'emploie sa filiale nigérienne, a annoncé le ministre nigérien de l'Industrie. La fermeture définitive de l'entreprise n'est pour l'instant pas envisagée. Anciennement connue comme la Société des produits chimiques du Niger (SPCN), créée en 1965 pour produire le célèbre savon de Marseille sous la marque Lavibel, la société a été rachetée en 2004 par la multinationale Unilever avec pour mission de produire notamment du savon, des parfums et autres dérivés chimiques destinés à la consommation des ménages et petites industries.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Guinée équatoriale : Renforcement des liens avec la Chine à Beijing lors des réunions de coordination de la coopération sino-africaine (FOCAC)

Des membres de la délégation de la Guinée équatoriale, conduite par le ministre délégué au commerce et à la promotion des petites et moyennes entreprises, Alberto Doria Lajay, ont participé à un séminaire de haut niveau pour le développement des zones économiques spéciales, afin de renforcer les relations économiques et commerciales entre la Chine et la Guinée équatoriale.

Par ailleurs, une réunion bilatérale entre les deux pays a permis la signature d'un accord de coopération technique et économique, permettant ainsi l'appui de la Chine dans la promotion de la deuxième phase du programme national de développement économique de Guinée équatoriale, qui consiste à créer des petites et moyennes industries.

✉ [arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr](mailto:arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr)

### ▼ Tchad : le Ministre des Finances et du Budget M. Mahamat Allali Abakar remplacé par M. Tahir Hamid Ngulin

Jusqu'à récemment, M. Tahir Hamid Ngulin était Directeur Général de la Société des Hydrocarbures du Tchad depuis septembre 2016. Il a longtemps travaillé à la BEAC, notamment comme administrateur représentant le Tchad de 2005 à 2007, et comme vice-gouverneur de 2010 à 2016.

✉ [couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

### ▼ Tchad : le sommet Investir au Tchad – Tchad-Monde Arabe se tient à l'Hôtel Hilton de N'Djamena

Le Tchad a accueilli les 26, 27 et 28 juin 180 personnes des délégations des secteurs privés et publics du Soudan, d'Égypte, de Tunisie, du Maroc, de l'Algérie, de l'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes Unis, du Koweït, de Bahreïn, du Qatar à l'occasion du premier Forum International pour l'Investissement au Tchad dédié à la relation Tchad-Monde Arabe. 815 millions USD d'engagements ont été promis, et la BADEA a annoncé le recrutement d'un Expert international résident auprès du MEPD pour aider à la promotion des investissements, la dissémination des informations sur le climat des affaires et les investissements, et au suivi des engagements de la BADEA, qui jouera le rôle de chef de file des investissements arabes.

[couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : signature d'accords de coopération entre la Côte d'Ivoire et le Sénégal

A l'occasion de la visite du Président Sénégalais en Côte d'Ivoire, cinq accords de coopérations ont été signés entre les deux pays. Dans une volonté de renforcer les relations entre leur deux pays, les Présidents Ivoirien et Sénégalais ont décidé d'orienter leur coopération sur les domaines de l'habitat social, de l'énergie et du pétrole, de la cinématographie ainsi que sur le commerce entre les deux pays.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Guinée-Bissau : Aristide Gomes a été reconduit au poste de Premier ministre**

Après plusieurs semaines de blocage, le Président a pris la décision de reconduire Aristide Gomes au poste de Premier ministre. Pour mémoire, ce dernier avait fait consensus en 2018 entre les partis politiques qui siégeaient au parlement pour diriger, à partir d'avril 2018, un gouvernement d'inclusion et veiller à la tenue des élections législatives. Celles-ci ont eu lieu en mars dernier et se sont soldées par une victoire (47 sièges obtenus sur 102 au total) du Parti présidentiel. A noter que malgré cette nomination, le bureau de l'Assemblée nationale n'est toujours pas constitué, en raison des divergences entre la majorité présidentielle et l'opposition sur le partage des postes.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Niger : le gouvernement lance une opération de recensement des agents de l'État**

Le ministère nigérien des Finances vient de lancer, en collaboration avec la Banque mondiale, une opération de recensement biométrique des agents de l'État, des étudiants, des bénéficiaires de bourses et aides sociales, ainsi que des retraités. Cette démarche, qui vise à détecter et corriger les éventuels cas d'irrégularités (doublons et agents « fictifs »), devrait permettre d'améliorer l'efficacité de la gestion des ressources humaines de l'État. L'opération concerne 500 000 individus (55% d'agents de l'État, 48% d'étudiants et 2% de retraités) et va s'étendre sur 18 mois.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

▼ **Niger : 15 M USD de la part de l'Inde en appui à l'organisation du sommet de l'UA**

Le Gouvernement indien a accordé une aide financière de 15 M USD à l'Etat nigérien pour l'appuyer dans l'organisation du sommet de l'UA prévue à Niamey du 4 au 8 juillet prochain. Cette aide couvrira une partie des dépenses relatives notamment à l'hébergement, la restauration, les services protocolaires, sécuritaires.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prenom.nom@dgtresor.gouv.fr](mailto:prenom.nom@dgtresor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

